

# COUR D'APPEL DE MONTPELLIER

(Loi n°2011-803 du 05 Juillet 2011)  
(Décrets n° 2011-846 et 847 du 18 juillet 2011)

## ORDONNANCE DU 23 JUILLET 2020

N° 2020 - 174

### Décision déferée au premier président :

N° RG 20/02849 -  
N° Portalis  
DBVK-V-B7E-OUA  
K

Ordonnance rendue par le juge des libertés et de la détention de Perpignan en date du 03 juillet 2020 enregistrée au répertoire général sous le n° 20/00607.

### ENTRE :

**Monsieur**  
né le  
CENTRE HOSPITALIER LEON JEAN GREGORY  
66301 THUIR CEDEX

Jonnathan  
LAPEDRA

C/

**M. LE DIRECTEUR  
DU CENTRE  
HOSPITALIER  
PROCUREUR DE  
LA REPUBLIQUE**

Appelant  
Comparant par communication téléphonique,  
assisté de Maître Guyon, avocat choisi,

### ET :

**M. LE DIRECTEUR DU CENTRE HOSPITALIER**  
CENTRE HOSPITALIER LEON JEAN GREGORY DE THUIR  
Avenue du Roussillon BP 22  
66301 THUIR CEDEX  
non comparant

**Monsieur PROCUREUR DE LA REPUBLIQUE**  
1 rue Foch  
34000 Montpellier  
non comparant

**Monsieur**  
de nationalité Française

non comparant

### DEBATS

L'affaire a été débattue le 22 Juillet 2020, en audience publique, devant Caroline CHICLET, conseillère, déléguée par ordonnance du premier président en application des dispositions de l'article L.3211-12-4 du code de la santé publique, assistée de Nadine CAGNOLATI greffier et mise en délibéré au 23 juillet 2020

### ORDONNANCE

Réputée contradictoire,

Signée par Caroline CHICLET, conseillère, et Nadine CAGNOLATI, greffier et rendue par mise à disposition au greffe par application de l'article 450 du code de procédure civile.

\*\*\*

Vu la loi n° 2011-803 du 5 juillet 2011 relative aux droits et à la protection des personnes faisant l'objet de soins psychiatriques et aux modalités de leur prise en charge,

Vu la loi n° 2013-803 du 27 septembre 2013 modifiant certaines dispositions issues de la loi n° 2011-803 du 5 juillet 2011 relative aux droits et à la protection des personnes faisant l'objet de soins psychiatriques et aux modalités de leur prise en charge,

Vu le décret n° 2011-846 du 18 juillet 2011 relatif à la procédure judiciaire de mainlevée ou de contrôle des mesures de soins psychiatriques,

Vu le décret n° 2014-897 du 15 août 2014 modifiant la procédure judiciaire de mainlevée et de contrôle des mesures de soins psychiatriques sans consentement,

Vu l'ordonnance rendue par le juge des libertés et de la détention de Perpignan en date du 03 Juillet 2020,

Vu l'appel formé le 15 Juillet 2020 par **Monsieur**  
le 15 Juillet 2020 ;

reçu au greffe de la cour

Vu l'avis du ministère public en date du 17 juillet 2020 ;

Vu l'article 5 de l'ordonnance n° 2020-595 du 20 mai 2020 modifiant l'article 7 de l'ordonnance n° 2020-304 du 25 mars 2020 portant adaptation des règles applicables aux juridictions de l'ordre judiciaire statuant en matière non pénale et aux contrats de syndic de copropriété ;

Vu notre ordonnance en date du 15 Juillet 2020 fixant l'audition du patient et la tenue de l'audience par communication téléphonique au visa de l'article 7 de l'ordonnance 2020-304 du 25 mars 2020 susvisé ;

Vu le procès-verbal d'audience du 22 Juillet 2020 ;

## PRÉTENTIONS DES PARTIES

L'avocat de \_\_\_\_\_ fait valoir au soutien de sa demande de mainlevée et de son appel diverses irrégularités attestant la procédure de placement en hospitalisation complète et la saisine du JLD faisant grief à son client. Il invoque le défaut de qualité du signataire des décisions d'admission puis de maintien en hospitalisation complète et également de la requête adressée au JLD qui n'ont pas été signées par la directrice du centre hospitalier mais par d'autres personnes sans indication de leur qualité ni d'une délégation de signature accordée par la directrice. Il soulève également l'absence de justification du respect des délais de 24 heures et de 72 heures exigés par l'article L.3211-2-2 du CSP pour dresser les certificats médicaux durant la phase d'observation initiale. Il conclut à l'absence de notification des décisions au tiers demandeur et au patient et à l'absence d'information de son client sur ses droits et voies de recours. Au fond, il conclut à l'absence de caractérisation d'un trouble mental dans les certificats médicaux produits requérant le maintien en hospitalisation complète au jour de l'audience.

Le représentant du ministère public conclut à la confirmation de l'ordonnance critiquée.

Après appel dans le service où \_\_\_\_\_ est actuellement hospitalisé, le soignant contacté nous a indiqué qu'il ne souhaitait pas nous parler étant "trop sédaté."

## MOTIFS

Ainsi que le soutient justement le conseil de \_\_\_\_\_ les moyens nouveaux sont toujours recevables en cause d'appel en application des dispositions de l'article 563 du code de procédure

civile de sorte qu'il n'y a pas lieu de statuer sur cette question.

S'agissant du moyen tiré du défaut de qualité du signataire de la requête ayant saisi le JLD, il convient de rappeler qu'en vertu des articles L.3211-12-1, R.3211-7 et R.3211-10 du code de la santé publique, à peine d'irrecevabilité, la requête adressée au juge des libertés et de la détention est signée par le directeur de l'établissement ayant qualité pour le saisir ;

En l'espèce, il résulte de la lecture de la requête adressée au JLD le 1<sup>er</sup> juillet 2020 que la signature apposée au bas de ce document n'est pas celle de la directrice du centre hospitalier, dont l'identité apparaît pourtant dans l'entête, mais celle d'un personnel du service signant "*P/la directrice*", sans que ce signataire précise sa qualité ni justifie agir en vertu d'une délégation de signature de la directrice en cours de validité.

Cette requête, en ce qu'elle est signée par un personnel dont la qualité ne peut être vérifiée, faute de production d'une délégation de signature valide émanant de la directrice de l'établissement, est irrecevable.

Le délai de 8 jours pour saisir le JLD du contrôle systématique instauré par l'article L.3211-12-1 du CSP ayant expiré, la mainlevée de l'hospitalisation complète de \_\_\_\_\_ ne peut qu'être constatée.

Tenant le fait que l'état de santé mentale de \_\_\_\_\_ a été noté par le médecin psychiatre de l'établissement le 1<sup>er</sup> juillet 2020 comme "discordant et délirant, avec thème hypocondriaque et de persécution à mécanisme intuitif et interprétatif, déni des troubles et absence de compliance aux soins", la mainlevée sera ordonnée avec un effet différé de 24 heures pour permettre au service de mettre en place, le cas échéant, des soins ambulatoires.

L'ordonnance déferée sera par conséquent infirmée.

## PAR CES MOTIFS

Statuant publiquement,

Déclarons recevable l'appel formé par **Monsieur** \_\_\_\_\_ ;

Infirmos la décision déferée ;

Et statuant à nouveau ;

Déclarons irrecevable la requête présentée par l'établissement hospitalier de Thuir au juge des libertés et de la détention le 1<sup>er</sup> juillet 2020 ;

Constatons en conséquence la mainlevée des soins sans consentement en hospitalisation complète de **Monsieur** \_\_\_\_\_

Disons que cette mainlevée sera ordonnée avec un effet différé de 24 heures à compter de la notification à l'intéressé de la présente décision pour permettre au service de mettre en place, le cas échéant, des soins ambulatoires ;

Laissons les dépens à la charge du trésor public ;

Disons que la présente décision sera portée à la connaissance de \_\_\_\_\_ par le greffe de la cour d'appel ;

Rappelons que la présente décision sera communiquée au ministère public et au directeur d'établissement.

Le greffier

Le magistrat délégué